

L'affaire NSA en Allemagne

La première grande dispute au sein de la grande coalition

Barbara Kunz

L'affaire NSA occupe l'espace médiatique et politique allemand depuis un certain moment déjà, avec des pics évidents comme par exemple la révélation en 2013 que le téléphone portable de la chancelière a été écouté par les Américains. Alors qu'au début de l'affaire, le débat était avant tout nourri par l'indignation vis-à-vis des services secrets d'outre-Atlantique, la question centrale a entre-temps évolué : quel est le rôle du service allemand – le *Bundesnachrichtendienst*, BND – dans cette affaire ? De quelle nature était la coopération entre le BND et les Américains ? Qu'en savait le gouvernement et notamment la chancelière ?

Plus précisément, le débat des derniers jours porte sur une liste de mots-clés que la NSA transmet à ses collègues allemands, afin que ceux-ci surveillent les communications en Allemagne. Les informations que le BND recueille sur la base de ces mots-clés sont ensuite mises à la disposition de la NSA. Ces informations contiendraient des données sur des citoyens et entreprises allemands, tout comme la NSA se serait servie du BND à des fins d'espionnage industriel en Europe.

Cette liste d'indicateurs, qui comporterait 4,6 millions d'entrées selon certaines sources, est pour l'instant secrète étant donné que le gouvernement allemand hésite à la rendre publique. Berlin est en fait en train de négocier avec les États-Unis au sujet de sa publication, mais il semble à l'heure actuelle que Washington s'y opposerait. Des poids lourds du parti social-démocrate allemand (le SPD), qui participe au gouvernement, demandent cependant la publication de cette liste même contre la volonté des Américains, critiquant donc ouvertement la politique d'Angela Merkel.

Barbara Kunz est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.

ISBN : 978-2-36567-389-1
© Tous droits réservés, Paris, Ifri

18 mai 2015

ifri

Le débat : le SPD et le CDU ne sont pas d'accord

Le ton monte au sein de la grande coalition entre les chrétiens-démocrates d'Angela Merkel et les sociaux-démocrates du vice-chancelier et ministre de l'Économie Sigmar Gabriel. Alors que le gouvernement a jusqu'alors été relativement uni dans ses réactions, Sigmar Gabriel a récemment commencé à attaquer la chancelière ainsi que son parti, le CDU – d'abord de manière subtile, puis de plus en plus directement depuis quelques jours. Quasiment pour la première fois depuis son accession au pouvoir en 2005, l'inébranlabilité d'Angela Merkel est aujourd'hui soumise à des doutes.

Durant le week-end dernier, de nombreux représentants des partis au gouvernement se sont exprimés dans les médias. L'opposition au *Bundestag* allemand, mais surtout des poids lourds du SPD – dont Sigmar Gabriel, vice-chancelier, ministre de l'Économie et président du parti – réclament de rendre publique cette fameuse liste de mots-clés ou au moins de la mettre à la disposition du parlement. La chancellerie, qui se trouve dans les mains du CDU, refuse. Sigmar Gabriel a même mis en garde, dans un entretien accordé au journal *Bild am Sonntag* du 17 mai, contre une « affaire d'État » qui deviendrait, selon lui, réalité si les soupçons d'espionnage industriel s'avéraient véridiques¹. Les chrétiens-démocrates rétorquent notamment en accusant Sigmar Gabriel de manquer de « sens de la responsabilité pour l'État qu'un parti au gouvernement devrait avoir² ».

Les conséquences : qu'est ce que cela signifie à moyen et long terme ?

Dans un sens plus large, ce débat représente un double enjeu. Il s'agit de bien plus que d'une petite guéguerre politicienne, mais d'un sujet qui est en rapport avec deux thèmes délicats, d'où son explosivité : l'intégrité des données (personnelles) si chère aux Allemands, ainsi que la question du lien transatlantique et du rapport entre l'Allemagne et les États-Unis qui ont déjà largement souffert de cette affaire³.

Dans l'histoire de la grande coalition, il s'agit de la première crise d'une telle envergure – et ceci à plus de deux ans de la prochaine échéance électorale. Il paraît improbable à l'heure actuelle que l'opposition (certes négligeable face à la majorité de la grande coalition) lâche prise sur cette affaire que les premiers ont commencé à qualifier de « crise d'État ». De plus, il s'agit là d'une occasion pour Sigmar Gabriel et son parti d'affûter son image (notamment en vue des prochaines élections fédérales en 2017) – une opportunité plutôt rare pour ce partenaire junior de la grande coalition. En dépit de ses succès – introduction du salaire minimum ou du quota de femmes, pour ne citer que deux exemples – le score du SPD ne dépasse pas les 30 % dans les sondages.

1. Voir <www.spd.de/aktuelles/129022/20150518_bnd_spaehaffaere.html>.

2. Voir <www.tagesschau.de/inland/nsa-spaehaffaere-105.html>.

3. Voir l'*Actuelle du Cerfa* du 22 avril 2015, « Un nouvel antiaméricanisme allemand ? L'opinion allemande face à Washington », <www.ifri.org/fr/publications/editoriaux/actuelles-de-lifri/un-nouvel-antiamericanisme-allemand>.

À l'heure actuelle, le gouvernement Merkel ne semble pas être en réel danger. La chancelière s'est cependant enfermée – et Sigmar Gabriel y a contribué – dans un discours assez ferme qui pourrait lui coûter cher : « l'espionnage entre amis », disait-elle en 2013 au sujet de son téléphone écouté par la NSA, « ça ne va pas du tout ». Aujourd'hui, il semble que le BND allemand ait rendu plus facile pour les Américains d'écouter des « amis » tout comme ses propres citoyens – selon les rumeurs, la liste des entités espionnées comporterait par exemple la Commission européenne ou encore Airbus. Peut-être pour la première fois depuis qu'elle est au pouvoir, Angela Merkel se retrouve face à un problème qu'elle ne pourra pas résoudre en l'ignorant.

Dans un contexte plus large, l'affaire risque bien évidemment d'avoir des conséquences sur le lien transatlantique, et notamment les accords de libre-échange (TTIP). L'opinion allemande est déjà extrêmement critique envers le TTIP : selon un sondage publié par le Pew Research Center en janvier 2015, seuls 39 % des Allemands soutiennent ce projet, ce qui signifie la dernière place parmi tous les pays européens⁴. Le lien entre le TTIP et la NSA avait déjà été établi par quelques politiques à l'été 2013, quand l'argument revenait en effet à dire qu'il fallait « punir » les États-Unis en arrêtant les négociations sur le libre-échange. Plus l'ambiance devient antiaméricaine en Allemagne, plus le gouvernement aura du mal à « vendre » le TTIP aux citoyens – ce qui risquerait de mettre en danger un projet à portée globale. Par ailleurs, des relations brouillées avec les États-Unis semblent être problématiques au moment où l'OTAN regagne en importance en raison du révisionnisme russe.

L'affaire NSA en Allemagne est donc une question à prendre au sérieux. Le gouvernement allemand s'est certes tenu à des conséquences d'ordre plutôt symbolique jusqu'à présent. Mais avec l'unité de ce gouvernement remise en question par l'un des partis le composant, ainsi que la pression de l'opinion qui monte, cette stratégie risque de ne plus tenir à l'avenir.

4. Voir <www.pewresearch.org/fact-tank/2015/01/29/is-europe-on-board-for-a-new-trade-deal-with-the-u-s/>.